Commission n° 3 : Locaux, personnel

L'examen de cette question est subordonné à la définition des fonctions de la discothèque. A l'heure actuelle celles-ci sont orientées dans deux directions. La discothèque peut devenir, soit le département musique de la bibilothèque, soit le département audio-visuel.

Il est pour l'instant impossible de choisir définitivement une de ces tendances car il faut tenir compte de l'évolution des techniques et des besoins.

A l'heure actuelle la plus grande partie de la production en disques et en cassettes est de nature musicale. D'autre part tous les documents audio-visuels posent des problèmes spécifiques de classement, de traitement et de communication.

Il semble cependant que les micro-documents et les diapositives ne doivent pas aujourd'hui être intégrés dans la discothèque mais aient leur place dans les salles de travail ou les bibliothèques enfantines.

Le prêt de vidéo-cassettes semble quant à lui devoir être orienté surtout vers les collectivités (comités d'entreprises, centres culturels, associations, etc...). Il serait souhaitable qu'un fonds de vidéo-documents soit centralisé au niveau départemental par une bibliothèque qui en assurerait la diffusion par le prêt inter-bibliothèque. Cette centralisation départementale devrait recevoir l'aide financière du Conseil général.

LES NORMES

Il existe à l'heure actuelle une grande disparité de situations dans les bibliothèques. On ne peut cependant parler de discothèque en deçà d'un niveau de service minimum (collections, locaux, personnel).

a) Les locaux

Les normes de l'ex-D.B.L.P. ont été établies en 1975. Elles ne prennent en compte, du point de vue des surfaces, que la partie « service public » de la discothèque et n'ont été établies qu'en fonction d'un seul type de document : le disque.

La commission estime qu'il faut prévoir aussi l'incorporation d'autres supports (cassettes, bandes magnétiques). La discothèque doit par ailleurs être pourvue de services intérieurs :

- une salle de travail pour le traitement des disques et la gestion des prêts,
- un bureau.

Ces services doivent être contigus à la discothèque.

En ce qui concerne l'organisation des services publics, il ressort que l'auditorium qui doit être utilisé comme un outil d'animation, doit comporter 35 places au minimum.

Si la bibliothèque est pourvue d'une salle polyvalente, celle-ci peut jouer ce rôle si elle est suffisamment équipée pour l'animation musicale.

L'écoute individuelle doit être facilitée pour les utilisateurs et l'équipement technique (postes d'écoutes, platines) ; elle doit permettre de répondre à la forte demande en dépit des nombreux problèmes que cela peut poser (fragilité du matériel).

La commission suggère enfin une décentralisation des postes de travail qui facilite l'accueil du public ; cela signifie en particulier un éclatement de la banque de prêt, du poste de régie technique, du poste de renseignements.

b) Le personnel

Une discothèque de 3.000 disques utilise rationnellement son fonds et ses locaux si elle réalise une moyenne de 2.000 prêts mensuels.

Un tel travail suppose la présence permanente de trois personnes au minimum. Ce personnel doit comporter au moins un sous-bibliothécaire titulaire du C.A.F.B. option discothèque.

Il serait toutefois souhaitable de généraliser la création de postes de bibliothécaires chargés du secteur discothèque dans leur bibliothèque.